

Nîmes, le 16/02/2024

Unité Inter Départementale Gard-Lozère  
Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Weber  
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanieadeveloppement-durable.gouv.fr

**Arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2024- 007-DREAL  
portant sur le parc éolien exploité par CN'AIR à BEAUCAIRE, site industriel et  
portuaire**

Le préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;
- VU** le décret du 25 octobre 2023 nommant Monsieur Mathias NIEPS, sous-Préfet chargé de mission auprès du préfet du Gard, secrétaire général adjoint de la préfecture du Gard ;
- VU** l'arrêté du 06 novembre 2023 donnant délégation à Monsieur Mathias NIEPS, sous-Préfet chargé de mission auprès du préfet du Gard, secrétaire général adjoint de la préfecture du Gard
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté du 22 juillet 2005 autorisant la SASU Parc Eolien CN'AIR de Beaucaire à exploiter une installation de production d'électricité ;
- VU** l'information faite par la société CN'AIR en date du 12 février 2024, concernant un accident survenu sur l'éolienne n°5 entraînant la chute d'un morceau de pale le 11 février 2024 ;
- VU** le rapport de contrôle de l'éolienne n°5 réalisé par la société NORDEX daté du 16 novembre 2023 ;
- VU** le courriel du 14 février 2024 de la société NORDEX intervenant pour le compte de l'exploitant CN'AIR exposant les résultats du contrôle par drone de l'ensemble du parc éolien effectué le même jour suite à l'incident du 11 février 2024 ;

**VU** l'inspection réalisée le 15 février 2024 et le rapport établi par l'inspection des installations classées à la même date.

**Considérant** que le rapport de contrôle de l'éolienne 8259 dite n°5 de la société NORDEX du 16 novembre 2023 classant la pale A-280 en défaut de catégorie 4 signifiant que « l'intégrité ou les performances correctes du sous-système/composant sont affectées. » ;

**Considérant** que dans les commentaires du rapport de contrôle de l'éolienne n°5 de la société NORDEX du 16 novembre 2023 il est noté « à réparer dans les 3 mois et réaliser une autre inspection avant la fin du mois de janvier 2024 » ;

**Considérant** que l'inspection et les travaux précités n'ont pas été réalisés et que la chute du morceau de pale a été constatée le 11 février 2024 ;

**Considérant** que suite au contrôle de NORDEX le 14 février 2024 toutes les pâles de l'éolienne 8257 dite n°3 sont concernées par un défaut de catégorie 4 susceptible d'affecter leur intégrité ;

**Considérant** que l'éolienne 8257 dite n°3 peut être susceptible de subir un événement similaire à l'éolienne 8259 au regard des défauts constatés lors de l'inspection dont les conclusions figurent dans le courriel du 14 février 2024 susvisé ;

**Considérant** que la chute d'une partie de pale de l'éolienne 8259 ainsi que les défauts d'intégrité des autres pâles de cette éolienne et de l'éolienne 8257 relevés lors des contrôles visuels précités ne permettent pas de poursuivre l'exploitation desdites éoliennes sans travaux de remise à état nominal et sans définition et mise en œuvre de mesures préventives ou correctives destinées à prévenir le renouvellement d'un défaut similaire ;

**Considérant** que l'inspection précitée a mis en évidence que les conséquences de l'évènement survenu le 12 février 2024 sur le site de Beaucaire exploité par CN'AIR sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient donc, en application des dispositions de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, de prescrire en urgence la mise en sécurité et la mise en œuvre des mesures d'évaluation et de gestion que rendent nécessaires les conséquences de cet évènement survenu sur l'éolienne 8259 du parc éolien de Beaucaire ;

**Considérant** que l'ampleur des dégâts résultant de cet évènement susvisé constatés lors de la visite d'inspection et les résultats du contrôle de NORDEX sur l'éolienne n°3, ne permettent pas de poursuivre l'activité pour les éoliennes n°3 et 5.

**Considérant** que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'urgence des mesures à mettre en œuvre ne permet pas de recueillir préalablement l'avis de la Commission Départemental de la Nature, des Paysages et des Sites ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Gard ;

**ARRÊTE**



## **Article 1 – Respect des prescriptions**

La société CN'AIR dont le siège est sis 2 rue André BONIN 69004 LYON, est tenue de respecter les dispositions d'urgence prévues par le présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur la commune de BEAUCAIRE implantées sur le site industriel et portuaire.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

## **Article 2 – Suspension de l'activité des éoliennes 8257 et 8259**

Dès notification du présent arrêté, les éoliennes 8257 et 8259 dites n°3 et n°5 sont mises à l'arrêt.

La remise en service de ces installations, ne pourra être effectuée qu'après accord du préfet du Gard, après lui avoir communiqué ainsi qu'à l'inspection des installations classées, tous les éléments d'appréciation, et en particulier les justificatifs de réalisation des mesures prévues aux articles 3 et 4 ci-après pour justifier que l'exploitation de ces machines peut être réalisée en sécurité.

## **Article 3 – Mesures immédiates conservatoires**

Hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les éoliennes 8257 et 8259 dites n°3 et 5 sont mises à l'arrêt jusqu'à réparation de leurs pâles qui présentent un niveau de criticité ne permettant pas de garantir leur intégrité et justifications que l'exploitation peut reprendre en sécurité.

Dès notification du présent arrêté l'exploitant procède aux mesures suivantes :

- mise en sécurité des installations, interdiction d'accès, etc ;
- mise en place sur le site en dehors des heures ouvrées d'une présence permanente permettant de surveiller les installations jusqu'à l'évacuation ou le conditionnement du morceau de pale endommagée ;
- élimination des déchets par une filière agréée et transmission à l'inspection de(s) bordereau(x) de suivi d'élimination des déchets ;
- réalisation d'une expertise des éoliennes par une entreprise externe compétente pour déterminer l'origine de l'accident et les mesures préventives/correctives à mettre en œuvre sur les éoliennes pour prévenir toute récurrence de l'évènement constaté ;
- réalisation du contrôle des éoliennes conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 26 août 2011.

## **Article 4 – Rapport d'accident et actions correctives**

### *Article 4.1 Rapport d'accident*

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Ce rapport comporte notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'évènement à partir du premier défaut de déséquilibre aérodynamique reçu par l'astreinte le samedi 10 février 2024 et dont l'arrêt automatique a été acquitté ;

- le détail des opérations de maintenance effectuée sur cette éolienne, y compris les réparations effectuées sur cette pâle depuis la mise en service, ainsi que tous les résultats de contrôle ;
- l'analyse approfondie des causes et conséquences de l'accident : causes techniques, organisationnelles, météorologiques, retards d'interventions pouvant être à l'origine de l'évènement ou d'un évènement similaire ;  
les mesures mises en œuvre pour gérer l'accident ;
- les conséquences économiques ;
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service en sécurité des éoliennes 8259 et 8257 ;
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés ;
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

En fonction de l'avancement des différentes investigations le rapport d'incident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

#### *Article 4.2 Mesure de gestion post-accident*

Sur la base du rapport d'accident visé à l'article 4.1 et du rapport d'expertise visé à l'article 3 l'exploitant procède aux réparations et interventions sur les éoliennes 8259 et 8257 afin de permettre le rétablissement du fonctionnement desdites éoliennes en sécurité conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur susvisé. Il transmet au préfet à l'issue des réparations les justifications de l'exploitation en sécurité de ces éoliennes.

### **Article 5 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un



délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 6 – Sanctions**

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

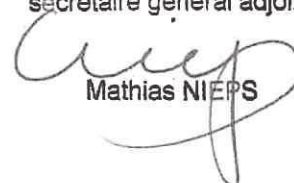
#### **Article 7 – Exécution**

- Le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie,
- Le maire de BEAUCAIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société CN'AIR.

Le Préfet

Pour le préfet,  
le sous-préfet,  
secrétaire général adjoint

  
Mathias NIEPS